



## **ASIE/BANGLADESH - Pour l'Evêque auxiliaire de Chittagong, « la société ne veut pas d'une nouvelle loi sur le blasphème »**

Chittagong (Agence Fides) – « De nombreuses organisations de la société civile ont lancé des initiatives publiques pour dire leur contrariété à la nouvelle proposition de loi sur le blasphème. En général, les gens n'y sont pas favorables et seuls certains groupes radicaux la proposent. En tant qu'Eglise catholique et comme d'autres minorités, nous apprécions la prise de position du gouvernement qui a déclaré qu'il est impossible de l'introduire ». C'est ce qu'affirme à l'Agence Fides S.Exc. Mgr Lawrence Subrato Howlader, Evêque auxiliaire de Chittagong, alors qu'une nouvelle manifestation importante favorable à l'introduction d'une norme sur le blasphème a été annoncée par des groupes islamiques radicaux pour les 4 et 5 mai prochains. La proposition de loi présente 13 requêtes, nombre desquelles, remarquent les défenseurs des droits humains, « sont en opposition avec la constitution du Bangladesh ». Selon cette proposition, quiconque serait coupable de blasphème envers la religion islamique risquerait la peine de mort. Les normes voudraient également interdire aux femmes de travailler avec les hommes, interdire toute activité culturelle diffamatoire pour l'islam, rendre obligatoire l'éducation islamique, toutes propositions qui porteraient à une « talibanisation du Bangladesh ».

L'Evêque explique à Fides : « En tant que chrétiens, nous sommes contraires notamment parce que l'une des dispositions de la proposition de loi attaque les chrétiens et voudrait empêcher aux prêtres et aux fidèles de se rendre dans les villages pour y promouvoir des œuvres sociales et des activités ». « Mais le gouvernement a déclaré clairement qu'il ne pourra approuver cette loi – poursuit-il – et qu'il entend conserver une approche juste envers toutes les religions sans quoi le pays ferait un pas en arrière de 60 ans ». Selon l'Evêque, « les droits humains, la liberté religieuse, le droit et la dignité de la femme sont des principes fondamentaux qui ne peuvent être arrêtés ou niés par une loi ».

L'Evêque réside à Chittagong, patrie du mouvement Hefajat-e-Islam, nouveau groupe radical qui cherche à imposer la loi islamique dans le pays et se trouve parmi les promoteurs de la proposition de loi. « Ils sont petits mais puissants et cherchent à faire croître leur influence au sein de la société » dans un pays à 90% musulman. « Avec les musulmans modérés, le dialogue interreligieux se poursuit et nous travaillons tranquillement aux côtés d'organisations musulmanes dans le domaine social. Ces groupes extrémistes refusent en revanche toute relation avec nous » explique-t-il.

« Nous continuons à prier et demeurons prudents. Lorsque des manifestations de protestation ont lieu, nous nous tenons très loin des zones chaudes dans lesquelles pourraient exploser des violences » conclut-il. (PA) (Agence Fides 19/04/2013)